

Postes clés de l'Assemblée : tensions entre gauche et majorité

« *Sordides combines* » avec le RN pour les uns, respect de « *toutes les sensibilités* » pour les autres : l'élection à des postes clés à l'Assemblée nationale a tourné au vinaigre hier entre la gauche et la majorité.

Ciotti réélu questeur

Il a fallu six heures pour élire les six vice-présidents, trois questeurs et douze secrétaires du Palais Bourbon, en fonction du poids des groupes politiques. Il s'agit pour les premiers de Valérie Rabault (PS), Elodie Jacquier-Laforge (MoDem), Naïma Moutchou (Horizons), Caroline Fiat (LFI), Sébastien Chenu (RN) et Hélène Laporte (RN). Et pour les questeurs de Marie Guévenoux et Eric Woerth (LREM)... et le Niçois Eric Ciotti (LR). Douze postes de secrétaires devaient encore être attribués dans la soirée, à la proportion du poids des groupes dans l'hémicycle. Avec la présidente de l'Assemblée, ces 22 députés constituent le bu-



« LREM a appelé à voter pour le Front national. Les masques tombent », a dénoncé Julien Bayou, coprésident du groupe écologiste.

(Photo EPA)

reau de l'institution, sorte de conseil d'administration. Or le choix de ce bureau, qui aurait pu être une simple formalité, a donné lieu à une série de passes d'armes, comme un avant-goût des joutes à venir dans une Assemblée sans majorité absolue. Si la cheffe de file des députés macronistes Aurore Bergé a défendu l'im-

portance que « *toutes les sensibilités* » puissent être représentées au bureau, cela a impliqué que... les membres de la majorité votent pour des candidats d'extrême droite, lors des scrutins à bulletins secrets.

Des députés macronistes votent pour des députés RN

« *LREM a appelé à voter pour le Front national. Les masques tombent* », a dénoncé Julien Bayou, coprésident du groupe écologiste. « *Honte de voir des collègues qui se prétendent républicains glisser un bulletin RN dans l'urne* », a lancé le socialiste Arthur Delaporte. Le LFI Adrien Quatennens a dénoncé une « *alliance de facto* » et « *un accord entre le RN, LREM et LR pour exclure la Nupes* ».

Le président des députés LR Olivier Marleix a tancé ces élus de gauche. « *M. Bayou voudrait quasiment que certains représentants n'aient pas le droit de siéger. Ce n'est pas ma conception de la démocratie.* »

Pour sa part, Marine Le Pen, présidente du groupe RN, a dénoncé « *une mauvaise foi infinie de l'extrême gauche* », qui « *ne souhaitait pas que l'ensemble des forces politiques soient représentées à leur juste mesure* ».

L'équation se complique pour Elisabeth Borne

Du côté du gouvernement, l'équation s'est un peu plus compliquée hier pour la Première ministre Elisabeth Borne, avec l'ouverture d'une enquête pour tentative de viol contre le ministre Damien Abad, alors qu'elle doit aussi décider si elle prend le risque ou non de solliciter la confiance des députés.

Pressée par les Insoumis de demander un vote de confiance après sa déclaration de politique générale, Elisabeth Borne n'a pas encore décidé, sachant qu'un vote négatif entraîne la démission du gouvernement, conformément à l'article 50 de la Constitution.